

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

SUR LES COMPTES ANNUELS DU FONDS DE DOTATION

FONDS PARTENAIRES SOLIDAIRES

EXERCICE CLOS LE 31/12/2024

Siège social : 41, rue des Maronites - 75020 Paris

D. Associations

8 rue Bayen

75017 Paris

Tel : +33 (0) 1 78 09 74 40

FONDS DE DOTATION PARTENAIRES SOLIDAIRES

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2024

Au Conseil d'Administration du Fonds De Dotation PARTENAIRES SOLIDAIRES,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Conseil d'Administration, nous avons effectué l'audit des comptes annuels du Fonds de Dotation PARTENAIRES SOLIDAIRES relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine du Fonds de Dotation à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie «responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

D. Associations

8 rue Bayen
75017 Paris
Tel : +33 (0) 1 78 09 74 40

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité du fonds de dotation à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider le fonds de dotation ou de cesser son activité.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

D. Associations

8 rue Bayen
75017 Paris
Tel : +33 (0) 1 78 09 74 40

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre fonds de dotation.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité du fonds de dotation à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris, le 16 juin 2025

D.Associations

Catherine Faraut

BILAN SYNTHETIQUE

PARTENAIRES

Edition du : 01/01/2024 au 31/12/2024

Soldes N-1 de l'exercice

Avec brouillard

Hors simulation

ACTIF	Exercice N			N-1	PASSIF	Exercice N net	Exercice N-1 net
	Brut	Amortissements et provisions	Net	Net			
Actif immobilisé :					Capitaux propres		
Immobilisations incorporelles					Capital	614 806	614 806
- Fonds commercial					Ecart de réévaluation		
- Autres					Réserves :		
Immobilisations corporelles	227 020		227 020	227 020	- Réserve légale		
Immobilisations financières					- Réserves réglementées		
TOTAL I	227 020		227 020	227 020	- Autres		
Actif circulant :							
Stocks et en-cours (autres que marchandises)					Report à nouveau	203 118	184 517
Marchandises					Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)	15 262	18 601
Avances et acomptes versés sur commandes					Provisions réglementées		
					TOTAL I	833 186	817 924
Créances :					Provisions pour risques et charges (II)		
Clients et comptes rattachés					Dettes		
Autres					Emprunts et dettes assimilées		
Valeurs mobilières de placement	3 788		3 788	3 501	Avances et acomptes reçus sur commandes		
Disponibilités (autres que caisse)	604 458		604 458	589 423	Fournisseurs et comptes rattachés	1 260	1 200
Caisse					Autres		
TOTAL II	608 246		608 246	592 924	TOTAL III	1 260	1 200
Charges constatées d'avance (III)					Produits constatés d'avance (IV)	820	820
TOTAL GENERAL (I+II+III)	835 266		835 266	819 944	TOTAL GENERAL (I+II+III+IV)	835 266	819 944

COMPTE DE RESULTAT SYNTHETIQUE

PARTENAIRES

Edition du : 01/01/2024 au 31/12/2024

Avec brouillard

Hors simulation

Soldes N-1 de l'exercice

CHARGES (Hors taxes)	Exercice N	Exercice N-1	PRODUITS (Hors taxes)	Exercice N	Exercice N-1
	Net	Net		net	net
CHARGES D'EXPLOITATION :			PRODUITS D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises			Ventes de marchandises		
Variation de stock (marchandises)			Production vendue (biens et services)	19 420	19 500
Achats d'approvisionnement			Production stockée		
Variation de stock (approvisionnement)			Production immobilisée		
Autres charges externes	6 106	8 600	Subventions d'exploitation		
Impôts, taxes et versements assimilés	1 984	983	Autres produits		500
Rémunération du personnel			Produits financiers	3 932	21 291
Charges sociales					
Dotations aux amortissements					
Dotations aux provisions					
Autres charges		14 000			
Charges financières		(503)			
TOTAL (I)	8 090	23 080	TOTAL (I)	23 352	41 291
CHARGES EXCEPTIONNELLES (II)			PRODUITS EXCEPTIONNELS (II)		390
IMPOTS SUR LES BENEFICES (III)					
TOTAL DES CHARGES (I+II+III)	8 090	23 080	TOTAL DES PRODUITS (I+II)	23 352	41 681
BENEFICE OU PERTE	15 262	18 601			
TOTAL GENERAL	23 352	41 681	TOTAL GENERAL	23 352	41 681

ANNEXE

Règles et Méthodes Comptables

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Le bilan de l'exercice présente un total de **835 266** euros.

Le compte de résultat affiche un résultat excédentaire de 15 262 euros.

L'exercice considéré débute le 01/01/2024 et finit le 31/12/2024.

Il a une durée de 12 mois.

OBJET SOCIAL, NATURE ET PERIMETRE DE SES ACTIVITES, MOYENS MIS EN OEUVRE

Le fonds de dotation, œuvrant dans l'intérêt général, a notamment pour objet de recevoir et de gérer d'une manière désintéressée, en les capitalisant, des biens et droits de toute nature qui lui seront apportés à titre gratuit et irrévocable, et d'employer les résultats de la capitalisation pour financer ou cofinancer des programmes de solidarité et des activités humanitaires non-lucratives.

Ces actions en faveur d'un monde plus solidaire seront principalement, mais pas toutes obligatoirement, tournées vers des programmes d'éducation, de santé et/ou de développement dans les pays pauvres, au profit de communautés ou de familles défavorisées.

EVENEMENTS MARQUANTS DE L'EXERCICE

En 2024, le Fonds a renforcé ses finances, afin de contribuer bientôt aux nouveaux projets de l'Association *PARTENAIRES*, qui découleront à la fois des missions menées en Afrique début 2025 et de la diminution des aides pour le Bangladesh, où les difficultés se confirment dès avant les élections.

PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices.

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Il a été fait application des dispositions du plan comptable général (règlement ANC n°2014-03) et des dispositions particulières résultant du règlement ANC n°2018-06 relatif aux comptes annuels des

personnes morales de droit privé à but non lucratif homologué par arrêté du 26 décembre 2018 publié au Journal Officiel du 30 décembre 2018.

Fonds associatifs / Legs et donations

Les fonds associatifs sans droit de reprise comptabilisent les ressources ayant une affectation certaine, provenant d'apports, de legs, de donations, ou de mise en réserves de résultat.

La dotation en capital du fonds est constituée :

- Par le don d'une somme de 1 000 euros versée par l'association *PARTENAIRES* (dotation non consommable)
- Par les donations et legs qui pourraient lui être consentis par toute personne (partie consommable)

En 2024 la dotation n'a pas varié. Les dons reçus ont été affectés au compte de résultat.

Ressources du fonds

Pour réaliser son objet social, le fonds de dotation suscite, organise, met en œuvre toute campagne ou forme de sensibilisation permettant de réunir les moyens financiers indispensables aux actions propres à l'association *PARTENAIRES*.

VARIATION DES FONDS PROPRES	A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE 2024	AFFECTATION DU RESULTAT	AUGMENTATION	DIMINUTION	A LA CLOTURE DE L'EXERCICE
	En €	En €	En €	En €	En €
Fonds propres sans droit de reprise	614 806				614 806
Report à nouveau	184 517	18 601	18 601		221 719
Excédent ou déficit de l'exercice		-18 601	15 262		-3 339
Total	799 323		33 863		833 186

Le fonds de dotation récolte des dons et peut les attribuer à l'Association *PARTENAIRES* ou à toute association d'intérêt général ou fondation ayant des objectifs similaires, pour la réalisation des objectifs précités.

Principe de comptabilisation des ressources

Lorsque le fonds reçoit des droits ou des biens de toute nature, des dons manuels ou du mécénat qui ne relèvent pas de l'appel à la générosité publique, des libéralités, il n'y a pas d'affectation possible en ressources, toutes les sommes sont affectées à la dotation dans les fonds propres.

Les revenus tels que les produits financiers, les revenus de location, d'immeuble, les produits issus d'une donation temporaire d'usufruit, les produits de rétribution de services rendus, les recettes tirées de l'organisation de formation constituent des ressources qui sont comptabilisés dans les produits du compte de résultat.

Une autorisation d'appel à la générosité publique a été obtenue le 30.01.2024, les dispositions précisent que les dons sont affectés, par décision du Conseil d'Administration, au compte de résultat.

Donation temporaire d'usufruit

Le fonds de dotation bénéficie d'une donation temporaire d'usufruit relative à un appartement sis

4 rue Audibert Lavirotte - 69008 Lyon, dont il perçoit les loyers. Cette donation a été renouvelée par acte notarié le 1^{er} février 2019 pour une période de dix ans.

Le montant perçu au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2024 s'élève à 10 490 Euros.

Donation en pleine propriété :

Par acte notarié du 21 mai 2019, Monsieur Christian Raymond a fait donation en pleine propriété de deux appartements au fonds de dotation :

- Un premier appartement situé au 52 bis rue Garibaldi à Saint Maur des Fossés estimé à 320 000 euros, qui a été vendu le 9 mai 2022 pour un prix net vendeur de 394 620 euros
- Un deuxième appartement situé au 52 bis rue de la Sablière à Paris estimé à 180 000 euros.

Amortissement :

Les biens provenant de legs ou de donations et destinés à être cédés ne sont pas amortis. En cas de perte de valeur, la valeur nette comptable de l'actif immobilisé est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation.

Dès lors, il ne sera pas pratiqué de dotations aux amortissements sur les biens ci-dessous

- Appartement situé au 52 bis rue de la Sablière à Paris estimé à 180 000 euros.

Compte tenu des expertises immobilières, estimant la valeur vénale des biens, supérieure à leur Valeur Nette Comptable (VNC). Il n'a pas été pratiqué de dépréciation au titre de l'exercice 2024.

Aides financières

Aucune aide financière a été versée au cours de l'exercice.

Fiscalité

Le fonds de dotation bénéficie du régime fiscal applicable aux organismes sans but lucratif. Il n'est donc pas soumis aux impôts commerciaux (IS de droit commun, taxe professionnelle, TVA) dès lors qu'il n'exerce pas d'activités lucratives au sens du code général des impôts.

Contribution volontaire en nature

Le fonds bénéficie de mécénat de compétence et de mécénat en nature représentant des montants non significatifs. C'est pourquoi, il a été décidé de ne pas les mentionner ni de les valoriser.

CER

Compte tenu de la modicité du montant des produits de collecte AGP, il n'a pas été produit de compte d'emploi annuel des ressources collectées auprès du public.